

# SOLIDARITÉ AVEC LES MAL-LOGÉ-E-S

Au début de l'année 2012, des précaires, étudiants et étudiantes, chômeurs et chômeuses, sans papiers et sans papiers, ... se rassemblent pour répondre collectivement au problème du logement. Après avoir occupé plusieurs bailleurs sociaux et mairies pour demander des relogements, l'assemblée décide de ne plus attendre et de prendre un bâtiment au 260 rue des Pyrénées dans le 20ème.

Pendant l'été des centaines de « Roms » ont été expulsés et/ou se retrouvent à la rue en région lilloise, parisienne, lyonnaise... On en oublie sûrement, et d'autres sont à venir. Manuel Valls, celui qui réclame plus de « whites » lorsqu'il se promène dans des cités, mène selon ses propres mots une croisade contre « des organisation criminelles » ! Hypocrites, les criminels c'est vous !

Dans ce contexte, fin août le bâtiment principal du CREA [Collectif pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion], à Toulouse, a été expulsé. À 6h du matin. Là-bas, depuis 1 an et demi, 40 personnes et 15 enfants y vivaient. Le lieu était devenu un centre social, avec des cours, des projections, des discussions, des espaces de jeu pour les enfants, des permanences logement ou juridique.

Début août, la police entre de force au 260, défonce toutes les portes de chambres, braque les habitants. But de l'opération : terroriser, intimider et tenter de faire constater l'insalubrité du lieu pour accélérer l'expulsion. Ce sont eux qui créent le péril ! Le lieu est sain et nous ne lâcherons pas.

Ces occupations pointent l'impuissance globale de la politique du logement social. Ces occupations mettent en avant les coûts que nous payons pour vivre décemment. L'obtention d'un logement social est un véritable parcours du combattant et de la combattante pour les demandeurs et les demandeuses qui doivent parfois attendre des années. Pire ! Les logements sociaux sont un véritable business pour les municipalités. De toute façon il n'est pas nécessaire d'argumenter des heures : quiconque se sera retrouvé en situation de recherche de logement en région parisienne comprendra les motivations des squatteurs et des squatteuses de terrain ou de bâtiments.

Nous appelons à un soutien massif de tous ceux et toutes celles qui refusent le racket immobilier, des habitants et habitantes du quartier et des camarades d'ici et d'ailleurs !

Pour le 260 nous exigeons le raccordement à l'électricité et le maintien des habitants et habitantes dans le lieu jusqu'à leur relogement !

**MANIFESTATION**  
**le 8 septembre à 13 H**  
**Rendez-vous devant**  
**le 260 rue des Pyrénées (20<sup>ème</sup>)**